

CUFF, Robert et Glenn PORTER, éd., *Enterprise and National Development: Essays in Canadian Business and Economic History*. Hakkert Ltd., Toronto, 1973. 138 p. \$2.50.

Yves Saint-Germain

Volume 28, numéro 3, décembre 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303374ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303374ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saint-Germain, Y. (1974). Compte rendu de [CUFF, Robert et Glenn PORTER, éd., *Enterprise and National Development: Essays in Canadian Business and Economic History*. Hakkert Ltd., Toronto, 1973. 138 p. \$2.50.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 28(3), 426–427. <https://doi.org/10.7202/303374ar>

CUFF, Robert and Glenn PORTER, ed., *Enterprise and National Development: Essays in Canadian Business and Economic History*. Hakkert Ltd., Toronto, 1973. 138 p. \$2.50.

Enterprise and National Development est la réédition d'un numéro spécial sur le Canada publié par la *Business History Review* au cours de l'été 1973. Comme toute entreprise du genre, la diversité des sujets aboutit à un manque d'homogénéité et il est malheureux que ce champ d'investigation nouvellement ressuscité en histoire du Canada ait été une aventure aussi mal pensée. Le contenu du volume ne justifiait pas un titre aussi ambitieux. Les articles y sont d'inégale valeur; c'est pourquoi je n'en retiendrai que quelques-uns.

A souligner, en premier lieu, l'absence d'historiens québécois. Deux essais bibliographiques, au début et à la fin, complètent le volume. Alan Wilson nous présente un inventaire complet des archives accessibles à l'historien du monde des affaires dans les provinces maritimes. Si l'historien québécois avait pu seulement disposer d'une aussi abondante documentation dans le passé, il n'est pas dit que d'importantes percées n'auraient pas eu lieu dans cette branche de l'histoire économique. En guise d'introduction, Glenn Porter fait le point sur l'historiographie en histoire économique du Canada et fait très bien ressortir le fait que même si les thèses laurentiennes de Creighton et du "staple" d'Harold Innis ont croulé sous le poids des études multiples, les historiens de l'économie ne sont pas parvenus à leur substituer d'autres matrices significatives.

La contribution de Christopher Armstrong et H. V. Nelles intitulée "Private Property in Peril: Ontario Businessmen and the Federal System, 1898-1911" dépasse de plusieurs coudées la teneur moyenne du volume. Leur exposé rigoureux, serré et subtil, circonscrit très bien l'affrontement entre deux tendances à l'intérieur du monde des affaires ontarien: d'une part, l'alliance des politiciens municipaux, des hommes d'affaires habitant les villes secondaires ontariennes et les propriétaires d'entreprises moyennes qui, ensemble, contrôlaient l'Assemblée législative et étaient surtout intéressés à se procurer de l'énergie à bon marché par la nationalisation du réseau hydro-électrique; de plus, ils cherchaient à atténuer leur fardeau fiscal en incitant le gouvernement à taxer le secteur primaire. D'autre part, opposée à ce premier groupe, la communauté financière torontoise tournée vers la sauvegarde du crédit canadien sur les marchés internationaux, possédant des investissements importants et fortement impliquée dans la mise en valeur des ressources du sous-sol de la province. Ces financiers se tournèrent vers le gouvernement fédéral pour maintenir leurs positions. D'où conflit fédéral-provincial qui se termina par la victoire finale du gouvernement ontarien lequel détenait tous les atouts institutionnels et constitutionnels pour faire triompher la cause des manufacturiers. Le cadre d'analyse pertinent d'Armstrong et Nelles pourrait être utilisé à bon escient dans des études similaires pour le Québec, quoiqu'il faille se garder de généraliser à partir du cas ontarien qui pourrait, à toute fin pratique, s'avérer unique en histoire économique-politique du Canada.

L'article de T. W. Acheson "Changing Social Origins of the Canadian Industrial Elite, 1880-1910" nous fait voir des transformations d'importance dans la composition socio-économique de l'élite industrielle canadienne qui eurent cours de 1885 à 1910. Grosso modo, en 1910, l'administrateur et le financier avaient délogé l'entrepreneur industriel individualiste de la décennie 1880. Le nouveau groupe des cols blancs, maintenant composé d'éléments fraîchement émoulus des institutions d'enseignement pré-universitaires et des facultés professionnelles, particulièrement le droit, avait supplanté l'expert mécanicien et le petit employé de bureau. Toujours en 1910, le capital personnel ajouté à une plus longue scolarité avaient grandement resserré les canaux d'ascension sociale vers cet "Industrial Compact" qui renfermait en son sein une multitude d'élites provinciales assez distinctes en dépit de la mise en place d'un système industriel canadien "from coast to coast" issu de la Politique nationale.

La méthode d'approche comparative d'Acheson dans le temps et l'espace à deux points d'intersection permet facilement de voir les liens étroits entre les modifications dans la composition sociale de l'élite industrielle qui sont allées de pair avec les changements dans la nature de l'économie canadienne. Mais, cette méthode a des limites et elle n'est pas sans failles: 1) Acheson met de l'avant des changements mais ne les explique pas; 2) ses critères de sélection sont très arbitraires: "The 168 individuals in the 1885 elite and the 231 in that of 1910 were selected arbitrarily from among those who owned, managed, or were on the boards of leading manufacturing firms." En quoi consistait une "leading manufacturing firm" à l'époque? Aucune précision; 3) l'A. a bâti plusieurs tableaux sur la répartition régionale procentuelle de l'élite industrielle sans consulter les journaux du monde des affaires franco-québécois de l'époque. Quand on connaît le biais anglo-saxon manifeste envers l'élément franco-québécois, pour ne pas dire l'ignorance, dans les *directories*, encyclopédies de tout genre, etc. d'avant 1914, principales sources documentaires discutables sur lesquelles reposent tous les tableaux de l'A., l'historien québécois reste pour le moins perplexé devant certaines conclusions. Sans remettre en cause les grandes tendances décelées par Acheson à l'intérieur de la haute bourgeoisie canadienne, il nous semble que le manque de rigueur scientifique l'a entraîné à céder à des généralisations spécieuses et hâtives en ce qui concerne la participation franco-québécoise à l'intérieur de cette coterie. Enfin, l'A. aurait dû insérer la liste des noms retenus pour fin d'analyse en 1885 et 1910, ce qui aurait facilité d'autant la tâche du lecteur et permis d'aller plus rapidement au fond des choses.

*Département d'histoire
Université de Montréal*

YVES SAINT-GERMAIN